

Votre rendez-vous avec l'actualité économique et financière



MONDE

Dans la douleur, Joe Biden valide son gigantesque plan de relance

- Le Sénat a voté samedi le plan du président américain, d'un montant de 1.900 milliards de dollars.
- Il fournit de nouvelles aides pour les foyers, les demandeurs d'emploi ou encore les collectivités.
- La Maison-Blanche a cependant dû faire des concessions pour conserver sa majorité.

ÉTATS-UNIS

Nicolas Rauline



-Bureau de New York

C'est un avant-goût de ce que sera, sans doute, la présidence Biden. Un Sénat profondément divisé a adopté le plan de relance du nouveau président américain, après de longues et ardues négociations, une session de vingt-sept heures et un vote qui a battu tous les records de longueur, les républicains ayant déposé des dizaines d'amendements repoussés les uns après les autres par les démocrates. Samedi, 50 sénateurs ont apporté leur soutien à ce troisième plan d'aide à l'économie, 49 ont voté contre, un républicain s'étant absenté. L'« American Rescue Plan Act » a subi de nombreuses modifications par rapport à la version adoptée plus tôt dans la semaine par la Chambre des représentants. Celle-ci devra donc de nouveau se prononcer d'ici à quelques jours, avant que Joe Biden ne signe le texte.

Après les 2.200 milliards de dollars adoptés en urgence il y a près d'un an, puis les 900 milliards arrachés à la fin du mandat de Donald Trump, ce sont cette fois 1.900 milliards de dollars de plus qui seront injectés dans une économie américaine déjà en phase de reprise.

Un compromis trouvé vendredi dans la soirée

« Cette loi va apporter plus d'aide, à plus de gens, que n'importe quel autre plan fédéral depuis des décennies », s'est réjoui le leader démocrate au Sénat, Chuck Schumer. En 2009, quand Joe Biden était le viceprésident de Barack Obama, le plan pour lutter contre la crise n'était « que » de 800 milliards.

Rien n'aura été simple cependant pour Joe Biden, qui devait à la fois satisfaire son aile gauche et faire des concessions aux modérés. Le vote du sénateur démocrate de Virginie occidentale Joe Manchin était particulièrement courtisé. Ce modéré s'est rangé quelques fois, par le passé, aux côtés des républicains. Il s'opposait, par exemple, à des aides accrues pour les demandeurs d'emploi, craignant les conséquences de ces mesures sur les finances publiques et sur le retour à l'emploi.

Sur ce sujet, un compromis avait été trouvé vendredi, tard dans la soirée. Il ouvrait la voie à l'adoption du texte. Les aides exceptionnelles allouées aux chômeurs, dont certaines arrivent à échéance le 14 mars, seront maintenues jusqu'en septembre (mais légèrement réduites). « Nous avons fait un pas de géant pour tenir cette promesse que l'aide est en route, a déclaré Joe Biden ce week-end. Cela n'a pas toujours été joli, mais c'était désespérément nécessaire, urgent. »

Vote à la Chambre

Les républicains ont voté en bloc contre ce plan. «Le Sénat n'a jamais dépensé 2000 milliards de dollars de manière aussi aléatoire et selon un processus aussi peu rigoureux », s'est plaint le leader du « GOP » au Sénat, Mitch McConnell, samedi. Les républicains reprochent notamment à leurs adversaires d'avoir adopté le texte selon une procédure rapide. Celle-cia permis un vote à la majorité simple, quand il aurait fallu, en temps normal, 60 voix pour passer au Sénat. Les démocrates ont rétorqué que leurs rivaux n'avaient pas souhaité discuter d'un compromis...

Les regards vont désormais se tourner vers l'aile gauche du parti démocrate, qui voit une partie de ses revendications décues. Elle militait notamment pour la hausse du salaire minimum, au niveau fédéral, à 15 dollars de l'heure, contre 7,25 dollars actuellement. Les progressistes pourraient, en théorie, bloquer le texte à la Chambre des représentants. Mais cela plongerait la nouvelle administration dans sa première crise politique et risquerait de faire capoter l'ensemble des aides. Un risque a priori bien trop grand. Joe Biden devrait donc atteindre son objectif, qui était de faire adopter son plan de relance avant le 14 mars. Et il pourra se tourner vers sa prochaine bataille : la mise au point d'un plan d'investissement sur les infrastructures.



« Nous avons fait un pas de géant pour tenir cette promesse que l'aide est en route, a déclaré Joe Biden depuis la Maison-Blanche, samedi. Cela n'a pas toujours été jo mais c'était désespérément nécessaire, urgent. » Photo Samuel Corum/Getty Images via AFP

Pékin et Téhéran ont signé un vaste accord de coopération

BILATÉRAL

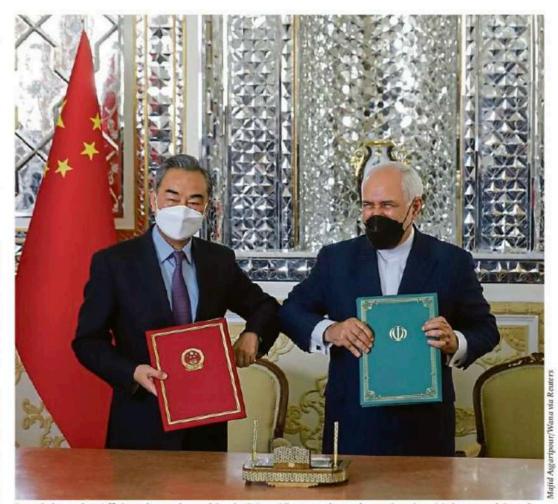
Téhéran espère retrouver un peu de marge de manœuvre en scellant un traité sur vingt-cinq ans avec la Chine, son premier partenaire commercial et meilleur allié face à l'Occident.

Virginie Robert @virginierg

L'Iran espère retrouver un peu d'oxygène face à la pression exercée par les sanctions occidentales en signant un large accord de coopération stratégique avec la Chine. C'est le ministre des Affaires étrangères chinois, Wang Yi, qui est venu le signer samedi à Téhéran, avec son homologue iranien, Mohammad Javad Zarif. Les deux pays sont en affaires depuis longtemps, et la Chine est d'ailleurs devenue le premier partenaire commercial de Téhéran, continuant à lui acheter du pétrole malgré les sanctions. L'an dernier, le volume des échanges entre Pékin et Téhéran serait tombé à environ «16 milliards de dollars » contre « 51,8 milliards de dollars » en 2014, selon Majid-Réza Hariri, le chef de la chambre de commerce sino-iranienne à Téhéran, cité par l'agence de presse Ilna.

Selon la presse anglo-saxonne, une première ébauche du projet qui avait circulé l'an passé mentionnait des investissements dans l'énergie nucléaire, les infrastructures de transports comme les ports et les autoroutes, l'industrie gazière et pétrolière et, enfin, les technologies militaires. Ce week-end, rien n'a filtré sur les intentions précises des Chinois.

Mohammad Javad Zariff a salué un « ami des temps d'épreuves » et s'est félicité d'une « feuille de route complète », comportant des « clauses politiques, stratégiques et économiques ». Bien qu'il s'agisse de long terme – l'accord porte sur 25 ans –, les Iraniens espèrent retrouver un peu de marge de manœuvre financière en développant leur commerce pétrolier avec Pékin. Selon l'agence Tasnim, il serait question



Le ministre des Affaires étrangères chinois, Wang Yi, et son homologue iranien, Mohammad Javad Zarif, après la cérémonie de signature, le 27 mars 2021 à Téhéran.

de créer une banque commune qui les mette à l'abri des sanctions extraterritoriales américaines.

« Dans l'instabilité géopolitique actuelle, la Chine craint la fermeture du détroit d'Ormuz, qui achemine une grande partie de son pétrole. De cette manière, ils pourront compter, quoi qu'il arrive, sur le pétrole iranien », observe Frédéric Encel, professeur de sciences politiques, qui a dernièrement publié « Les 100 mots de la guerre » (éditions PUF). La Chine a d'ailleurs développé une base militaire à Djibouti pour assurer un certain contrôle de la zone.

Mais cet accord est aussi un message à destination des Etats-Unis. « Pour les Chinois, c'est une façon de dire à Washington: "Vous n'êtes pas seuls dans la région et on fait ce qu'on veut" », remarque l'expert. Il souligne toutefois qu'il « faut être prudent sur les investissements. Le véritable allié de la Chinedans la région, c'est le Pakistan pour faire pièce à l'Inde. C'est là qu'iron en priorité les investissements chinois. »

L'Iran durement touché par la pandémie

Après le rejet de l'accord sur le nucléaire iranien de 2015 par Donald Trump, la nouvelle administration Biden a offert de reprendre les négociations mais en en élargissant le spectre aux missiles balistiques et à la question de l'influence régionale de Téhéran. Et à condition que les Iraniens respectent les engagements pris à l'époque. « Cette coopération stratégique avec la Chine ne devrait pas jouer sur la reprise éventuelle des négociations sur l'accord nucléaire. Car les investissements chinois risquent de se faire attendre, et la

levée des sanctions occidentales, qui résulterait d'avancées dans les discussions, aurait un effet immédiat sur la trésorerie des Iraniens. Ils sont très pragmatiques. D'autant que la colère sociale gronde », assure Frédéric Encel.

L'Iran est en effet le pays du Moyen-Orient le plus gravement touché par la pandémie de Covid-19. Il comptabilise officiellement 1,8 million de contaminations et 62.000 morts. Le régime impute aux sanctions sa difficulté à réagir pour soigner la population et fournir les vaccins nécessaires. Sa première campagne a démarré en février avec le vaccin russe. Un vaccin chinois pourrait suivre. L'ayatollah Khamenei a en effet refusé 150.000 doses de Pfizer-BioNtech au prétexte que le vaccin n'était pas fabriqué par des pays alliés.



Les pays occidentaux prennent des sanctions contre Pékin sur les Ouïghours

BRUXELLES/WASHINGTON (Reuters) - Les Etats-Unis, l'Union européenne, le Canada et la Grande-Bretagne ont imposé lundi des sanctions contre des responsables chinois pour atteintes aux droits de l'homme dans le Xinjiang.

Il s'agit de la première initiative coordonnée des pays occidentaux contre Pékin depuis l'arrivée du président américain Joe Biden à la Maison blanche.

Les pays occidentaux entendent ainsi tenir Pékin pour responsable des détentions massives visant la minorité musulmane des Ouïghours dans le nord-ouest de la Chine. Les autorités chinoises ont immédiatement réagi en prenant des sanctions en représailles contre l'UE, visant des parlementaires, des diplomates et des cercles de réflexion.

«Malgré une condamnation internationale qui croît, (la Chine) continue de commettre un génocide et des crimes contre l'humanité dans le Xinjiang», a déclaré le chef de la diplomatie américaine Antony Blinken dans une déclaration en amont de réunions avec les ministres de l'Union européenne et de l'OTAN à Bruxelles cette semaine.

Pour l'UE, il s'agit des premières sanctions européennes contre la Chine depuis un embargo sur les armes décrété en 1989 après la répression du mouvement démocratique de la place Tiananmen.

PREMIÈRES SANCTIONS EUROPÉENNES EN 30 ANS

Ces sanctions - interdictions de visas et gels d'avoirs - publiées dans le Journal officiel de l'UE, sont motivées par le traitement des membres de la minorité musulmane ouïghoure dans le Xinjiang, territoire autonome du nord-ouest de la Chine.

Elles visent notamment le directeur du Bureau de la sécurité publique du Xinjiang, Chen Mingguo, accusé de «graves atteintes aux droits de l'homme», de «détentions arbitraires et traitements dégradants infligés aux Ouïghours et aux membres d'autres minorités ethniques musulmanes, ainsi que d'atteintes systématiques à leur liberté religieuse».

Sont également concernés l'ancien responsable de cette province, Zhu Hailun ; deux hauts responsables chinois, Wang Mingshan et Wang Junzheng ; ainsi que le Bureau de la sécurité publique du Corps de production et de construction du Xinjiang.

La Grande-Bretagne a elle aussi imposé des sanctions contre quatre responsables chinois et contre une entreprise du secteur de la construction. Londres a constamment dénoncé la torture, le travail forcé et la stérilisation que les autorités britanniques estiment avoir lieu contre les Ouïghours à une «échelle industrielle».

Les Etats-Unis ont de leur côté annoncé des sanctions contre deux autres responsables chinois en lien avec la région du Xinjiang où Washington estime que la minorité musulmane a été victime de génocide.

Sur son site internet, l'office de contrôle des avoirs étrangers du département du Trésor indique que ces deux responsables sont Wang Junzheng et Chen Mingguo.

PARIS CONVOQUE L'AMBASSADEUR DE CHINE

Dans un communiqué, le ministère chinois des Affaires étrangères a appelé l'UE à «corriger son erreur» et à ne pas interférer dans les affaires internes chinoises.

Pékin a également annoncé avoir décidé des sanctions en représailles contre quatre entités et dix responsables européens, interdits de séjour en Chine continentale, à Hong Kong et à Macao et de faire des affaires en Chine.

L'eurodéputé français Raphaël Glucksmann figure parmi les dix personnes accusées de «graves atteintes à la souveraineté et aux intérêts chinois, et de répandre des mensonges et des fausses informations malveillantes».

Les entités sanctionnées par Pékin sont le comité politique et de sécurité, une structure permanente du Conseil de l'UE ; la sous-commission «droits de l'homme» du Parlement européen ; l'Institut Mercator pour les études chinoises, basé à Berlin, et la fondation Alliance des démocraties, une ONG danoise.

La Chine dément toute atteinte aux droits de l'homme au Xinjiang et affirme que les camps permettent de fournir une formation professionnelle aux populations locales et de lutter contre l'extrémisme.

A Paris, le Quai d'Orsay a déclaré lundi convoquer l'ambassadeur de Chine en France. Le ministère des Affaires étrangères a indiqué que cette convocation faisait suite aux sanctions prises par Pékin et qu'elle faisait aussi suite à des menaces et insultes répétées de l'ambassade de Chine à l'encontre de parlementaires et d'un chercheur français.

(Robin Emmott à Bruxelles et Yew Lun Tian à Pékin, avec Doina Chiacu à Washington, version française Myriam Rivet et Matthieu Protard, édité par Bertrand Boucey)

FINANCE & MARCLES

Pétrole: l'Arabie saoudite surprend et fait bondir les cours

MATIÈRES PREMIÈRES

Vincent Collen
@VincentCollen

Pour la deuxième fois depuis le début de l'année, les marchés pétroliers ont été pris de court par une « surprise saoudienne ». Le royaume wahhabite a fait savoir jeudi qu'il maintenait inchangés les quotas de production qu'il s'est lui-même imposés en janvier afin de soutenir les cours du brut.

Le baril de brent s'appréciait de plus de 5 % en fin d'après-midi, passant la barre des 67 dollars pour la première fois depuis janvier 2020, à la veille de la pandémie. « La position de l'Arabie saoudite donne une direction claire aux cours du pétrole », commente Bjornar Tonhaugen, analyste du cabinet Rystad Energy.

Les treize pays de l'Opep et leurs dix alliés menés par la Russie étaient réunis en visioconférence jeudi. La hausse spectaculaire des cours du brut depuis la fin de l'année dernière laissait prévoir un relâchement des quotas instaurés l'an dernier pour contrer le krach pétrolier provoqué par la crise sanitaire. C'est en tout cas ce qu'attendaient la majorité des observateurs du marché.

Mais la prudence a prévalu. Les vingt-trois Etats, qui représentent ensemble plus de la moitié de la production mondiale, ont finalement décidé de maintenir leurs volumes inchangés pour le mois prochain. Surtout, Riyad conserve sa réduction supplémentaire d'un million de barils par jour, qui représente à elle seule une restriction de 1 % de la production mondiale. Cette décision est valable au moins jusqu'au 7 avril, date de la prochaine réunion du cartel et de ses alliés.

C'est une victoire stratégique pour Riyad, qui plaide pour la circonspection face à une reprise de la consommation mondiale de pétrole jugée encore fragile. « L'incertitude qui entoure le rythme de la reprise n'a pas diminué, avait déclaré le prince Abdelaziz



Troisième producteur mondial derrière les Etats-Unis et la Russie, l'Arabie saoudite joue la prudence pour soutenir les cours du brut. Photo Guiseppe Cacace/AFP

ben Salmane, ministre de l'Energie saoudien, à l'ouverture de la réunion jeudi. Il est difficile de faire des prévisions dans un environnement aussi imprévisible, j'en appelle donc une fois de plus à la prudence et à la vigilance.

Le risque américain

Même si la demande de pétrole est repartie à la hausse, les stocks accumulés dans les cuves aux quatre coins de la planète l'an dernier sont encore très supérieurs à la normale. Les analystes de Kepler les évaluent à plus de 3,6 milliards de barils, 200 millions au-dessus de la moyenne historique.

D'autres pays, dont la puissante Russie, deuxième producteur mondial, poussaient pour un assouplissement des quotas afin de pouvoir augmenter leurs volumes, les cours actuels étant suffisamment élevés au regard du Kremlin. Moscou a d'ailleurs obtenu une dérogation: la Russie pourra relever sa production, modestement toutefois, à hauteur de 130.000 barils par jour.

En maintenant leurs quotas, l'Arabie saoudite et ses alliés prennent un risque. Des cours du brut aussi élevés encourageront la reprise des forages dans le pétrole de schiste aux Etats-Unis. La production américaine, qui n'est pas bridée comme celle de l'Opep, pourrait alors à nouveau augmenter, captant les parts de marché volontairement délaissées par Riyad et ses alliés. « A ce niveau de prix, les Etats-Unis peuvent confortablement augmenter leur production », estime Bjornar Tonhaugen.

Le Covid a amputé de moitié les profits des géants du CAC 40 en 2020

- La crise du Covid se révèle encore plus violente que celle des « subprimes » pour les fleurons de l'économie française.
 Les profits du CAC 40 ont chuté de 51 % en 2020, mais si le choc est brutal, il devrait être temporaire.
- Avec le rebond entamé fin 2020, les stars de la cote entrevoient déjà le bout du tunnel.

BOURSE

Bastien Bouchaud

y @BastienBouchaud

2020, annus horribilis du CAC 40. La crise du coronavirus a coûté cher aux stars de la cote. Les profits des grandes entreprises françaises ont plongé de 51 % l'année dernière, selon un décompte réalisé par le cabinet PwC. Une déroute inédite. encore plus sévère qu'en 2008 ils avaient alors chuté de 37 %. Le résultat net agrégé des 37 entreprises ayant publié leurs comptes -EssilorLuxottica doit publier les siens le 12 mars. Alstom et Pernod Ricard ont des exercices décalés ressort à 39 milliards d'euros, contre 80 milliards en 2019 (à périmètre constant).

Le choc est violent mais, à entendre les dirigeants lors des présentations de résultats, il devrait être de courte durée. Moins d'un an après l'annonce du premier confinement, les grandes entreprises entrevoient déjà le bout du tunnel. « Le monde s'est arrêté au premier semestre, mais depuis, le retour à la normalité s'est engagé », estime Philippe Kubisa, associé spécialiste des marchés de capitaux chez PwC. « Les entreprises se sont adaptées aux effets de la crise, notamment au télétravail, et l'activité est repartie. »

Plan d'économies et changements stratégiques

A fin juin, le CAC 40 dans son ensemble était en pertes. Six mois plus tard, le nombre d'entreprises dans le rouge avait été divisé par deux. Quant à la chute du chiffre d'affaires, elle a finalement été limitée à un peu plus de 10 % sur l'année,

« Le monde s'est arrêté au premier semestre, mais depuis, le retour à la normalité s'est engagé. »

PHILIPPE KUBISA

Associé spécialiste des marchés de capitaux chez PwC

contre une baisse de 20 % au premier semestre. « Le retour à la normale est proche. Pour les secteurs les plus touchés, notamment le tourisme, l'aérien ou l'automobile, la période la plus intense de la crise est désormais passée », souligne Thierry Le Clercq, de Mandarine Gestion. Renault a accru sa marge en fin d'année et s'est engagé dans un nouveau plan stratégique, alors que ArcelorMittal, Total, Airbus et Société Générale ont réduit leurs pertes. Enfin, signe des temps, les résultats annuels ont dépassé les anticipations des analystes, de près de 10 % en moyenne selon Bloomberg.

Une chose est sûre : la pandémie laissera des traces. Pour un certain nombre d'entreprises confrontées, parfois depuis des années, à des problèmes structurels, elle a créé une urgence et agi comme un catalyseur. Au total, dix-huit sociétés du CAC ont engagé des plans d'économie, selon PwC, Unibail-Rodamco-Westfielda revu sa stratégie, poussé par l'intervention d'un consortium mené par Xavier Niel et Léon Bressler, l'ancien patron de la foncière. La Société Générale a finalement engagé l'intégration du réseau de banque de détail de sa filiale Crédit du Nord. PSA a réalisé sa fusion avec Fiat pour donner naissance à Stellantis. Sous la pression des activistes, Danone a revu sa gouver-

D'autre part, elle « a accéléré des tendances de fond, comme l'essor de l'e-commerce et de la digitalisation », souligne Thierry Le Clercq. Ce qui a bénéficié aux entreprises déjà bien engagées dans la transition numérique, à l'instar de Schneider et de ses paris sur les logiciels. Celles déjà très présentes dans l'e-commerce, comme L'Oréal, ont également tiré leur épingle du jeu. Les géants du luxe ont plus largement profité de leur exposition à la Chine, dont l'économie a déjà redémarré.

Mais le grand gagnant de l'année est sans surprise le secteur de la tech. Le spécialiste de l'externalisation du service client Teleperformance et le fabricant de semi-conducteurs STMicroelectronics affichent même des hausses solides de leurs chiffres d'affaires, de +11.6 % et +7 % respectivement, de loin les plus élevées de l'indice.

Ces performances n'ont pas échappé aux investisseurs. Les valeurs du luxe et de la tech sont parmi les rares à avoir dépassé leurs niveaux d'avant-crise en Bourse. Plusieurs d'entre elles, notamment Schneider, LVMH et Dassault Systèmes ont même inscrit de nouveaux records historiques, alors que le CAC 40, lui, est encore à la peine. Au 31 décembre 2020, il était encore 9 % en dessous de son niveau prépandémie. Au 3 mars 2021, il restait en retrait de près de 5 %.

Le grand gagnant de l'année est sans surprise le secteur de la tech.

Il n'y a toutefois pas de relation mécanique entre la progression des résultats et celle du cours boursier. Sanofi et Orange affichent les plus fortes hausses de résultats de l'indice, mais leur cours ne le reflète pas. Tous deux ont terminé l'année sous leur niveau de fin 2019. Il faut dire que leur bonne fortune repose sur des facteurs exceptionnels : la société pharmaceutique a récolté les fruits de la cession d'actions Regeneron pour plus de 11 milliards, tandis que l'opérateur historique a obtenu 2,2 milliards en conclusion d'un vieux litige avec l'administration fiscale.

Tourner la page du Covid

A l'opposé du spectre, plusieurs groupes ont terminé l'année avec des pertes spectaculaires : 8 milliards d'euros chez Renault, 7,2 milliards chez Unibail-Rodamco-Westfield, près de 6 milliards chez Total, plus de I milliard pour Engie et Airbus. ArcelorMittal et Société Générale ferment la marche, avec des pertes respectives de 700 et 200 millions. Les dépréciations comptables ont souvent pesé lourd: Total a revu à la baisse la valeur de ses sables bitumineux canadiens et Engie celle de ses centrales nucléaires belges. « Les entreprises anticipent la sortie de crise à un horizon plus ou moins lointain selon les secteurs, il y a moins d'incertitudes et un peu plus de visibilité », insiste Philippe Kubisa. Les grandes entreprises sont pressées de tourner la page

Dans certains secteurs, la reprise s'annonce toutefois difficile. Unibail a déjà prévenu qu'il ne verserait pas de dividende dans les trois années à venir. Airbus et Safran restent tributaires de la reprise du trafic aérien. Et les constructeurs autos, très touchés l'année dernière. font désormais face à des difficultés d'approvisionnement en semi-conducteurs.

Les résultats des sociétés du CAC 40 2019 2020 En millions d'euros. Evolution 2020/2019, en % Résultat net part du groupe. Chiffre d'affaires 2020 données retraitées 338,8 % 36.041 3,3 % Sanofi 2.806 12.314 7.067 8.173 **BNP** Paribas -13,5 % 44.275 -0,7 % Orange 4.822 3.004 60,5 % 42.270 0,3 % -34,4 % LVMH 4.702 7.171 44.651 -16 % Crédit Agricole SA 4.689 7.198 -34,9 % 33.596 0,9 % L'Oréal 3.563 3.750 -5.0 % 27.992 -4.1% AXA 3.164 3.859 -18,0 % 96.723 -1,0 % 2.435 2.242 Air Liquide 8,6 % 20.485 -1,3 % 2.173 3.201 PSA Groupe* -32,1% 60.734 -18,7 % Kering 2.150 2.309 -6.9 % 13.100 -16,4 % 2.126 2.413 Schneider Electric -11,9 % 25.159 -4,7% 1.956 1.929 1,4 % 23.620 -1,5 % Danone Vivendi -9.1% 16.090 -1.0 % 1,440 1,583 Hermès 1.385 1.528 -9.4 % 6.389 -6.0 % Vinci 1.242 3.260 -62 % 43.234 -10,0 % 957 856 15.848 -3.2 % Capgemini 11.8 % STMicrolectronics** 901 841 72% 8.328 6.9 % Safran 844 2.665 -68,3 % 16.498 -32,5 % 696 1.184 -41,2 % 34.694 -8.0 % Bouygues 681 835 -18,4 % 6.100 -8,7 % Legrand Carrefour 641 1.126 -43.1% 78.609 78% Michelin 625 1.730 -63.9 % 20.469 -15.2 % **Publicis** 9.712 -6,3 % 576 841 -315 % 32.9% 11.181 -3.0 % Atos 550 414 -20.2 % 4.452 -3.0 % Dassault Systèmes 491 615 Thales 483 1.122 -57.0 % 16.989 -10,4 % -67,6 % 38.128 -3,8 % Saint Gobain 456 1,406 Teleperformance -19.0 % 5.732 11.6 % 324 400 Worldline -47.3 % 2.748 -4.6 % 164 311 Veolia Environnement 89 625 -85.8 % 26.010 -25 % Société Générale 22.113 -7,6 % 3.248 NC ArcelorMittal** -597 -2.000 43.411 -32.6 % NC Airbus -1.133 -1.362 NC 49.912 -29.0 % 55.751 -5,7 % Engle 984 NC -1.536 Total** -5.902 9.182 NC 114.648 -29,8 % Unibail-Rodamco 1.790 -26,4 % 7.213 1,103 NC -8.008 43.474 -18,2 % Renault -141 NC

*Stellantis en 2021 après sa fusion avec Fiat. **Converti au taux de change : 1 dollar = 0,8149 euro

«LES ÉCHOS» / SOURCE : PWC

Les géants du luxe représentent désormais un tiers de l'indice

La crise du coronavirus a accéléré la transformation du CAC 40. Les quatre géants français du luxe représentaient un tiers de la capitalisation de l'indice phare de la Bourse de Paris à la fin de l'année 2020, un record.

Le CAC 40 serait-il en train de devenir l'indice du luxe? La crise a donné un coup d'accélérateur à la transformation de l'indice parisien. En un an, les poids lourds historiques de la cote ont vu leur capitalisation fondre, de Total aux grandes banques, tandis que le secteur du luxe, déjà majeur, est devenu encore plus dominant.

Il faut dire que les quatre géants français du luxe - souvent regroupés sous l'acronyme KHOL pour Kering, Hermès, L'Oréal et LVMH ont connu une nouvelle année faste en Bourse, à peine freinés dans leur élan par la pandémie. Leur capitalisation a progressé de près de 20 % en 2020, passant de 500 milliards à près de 600, quand celle du CAC dans son ensemble reculait de 2,2 % (soit une baisse de 42 milliards d'euros à 1.793 milliards). Leur capitalisation représente plus d'un tiers de celle de l'indice parisien, un record. La pondération dans l'indice, qui prend en compte la proportion de flottant, est toutefois moins importante, à 23 %.

Le premier du groupe, LVMH (propriétaire des « Echos »), a gagné plus de 20 % en 2020. Il a continué à grimper cette année pour devenir la première capitalisation européenne devant Nestlé. Tous ont terminé l'année en hausse, et affichent désormais un poids important : les KHOL occupent quatre des six premières places de l'indice.

Sorties de l'indice

Le pétrolier Total, longtemps première capitalisation du CAC 40 – il pesait près de 50 % de plus que LVMH fin 2010 –, a quant à lui terminé l'année au pied du podium,



« La Manufacture » de la marque Celine (groupe LVMH) en Toscane. Photo Miguel Medina/AFP

L'Oréal conservant sa 2° place et Sanofi lui volant la 3°. Avec la sortie de TechnipFMC de l'indice parisien au profit de Worldline en mars dernier, le poids des énergies fossiles a fondu comme neige au soleil, passant de 7,4 % à 5,2 %. Ce n'est pas la seule victime de la crise à avoir été boutée hors de l'indice phare de la Bourse de Paris : Accor, remplacé par Alstom, et Sodexo par Teleperformance, ont subi le même sort.

Autre secteur à la peine, les services financiers. BNP Paribas, Crédit Agricole et Société Générale comptent encore parmi les plus grandes banques européennes. Mais depuis la crise de 2008, les investisseurs se sont détournés du secteur. La chute des taux obligataires en 2020 n'a pas arrangé leur sort. Leur cours a dévissé de 18 % pour BNP, de 20 % pour Crédit Agricole et de 45 % pour Société Générale. Les déboires boursiers du secteur ont même amené BPCE à annoncer le retrait de la cote de Natixis, sa filiale de banque d'investissement, qui a fait de manière éphémère partie du CAC entre 2010 et 2011. A la fin 2020, le secteur financier, AXA compris, ne représentait plus que 8 % du CAC, loin des 15 % du début de la décennie.

Les KHOL – Kering, Hermès, L'Oréal et LVMH – occupent quatre des six premières places du CAC 40.

Les valeurs financières ont même été dépassées par les valeurs technologiques à la faveur de la crise. Le secteur, autrefois marginal dans le CAC 40, est désormais l'une de ses composantes les plus importantes, avec un poids de près de 9 %. Il a bénéficié d'un contexte porteur

avec la pandémie, mais aussi de l'évolution de l'indice. Worldline et Teleperformance ont rejoint le CAC en 2020 et affichent tous deux les plus fortes progressions sur l'année (respectivement +25 % et +26 %). La capitalisation de Worldline a même quasiment doublé, tirée par son OPA réussie sur son concurrent Ingenico.

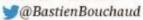
La pandémie a, par ailleurs, mis en lumière certaines pépites du CAC. Les groupes industriels Air Liquide, Schneider Electric et Legrand ont tous terminé l'année dans le vert. Schneider a même réussi l'exploit de grimper plus vite que le secteur du luxe, avec une envolée de près de 30 %. Il a tiré profit de son pari de long terme sur les logiciels industriels. Même s'il reste un groupe industriel, de nombreux gérants le considèrent comme une valeur de croissance, aux caractéristiques plus proches des valeurs technologiques. — B. B.

La remontée des taux maintient la tech sous pression

- Le Nasdaq a cédé plus de 8 % en trois semaines à Wall Street.
- La remontée des intérêts de long terme a fait chuter les actions, en particulier celles du secteur technologique.

BOURSE

Bastien Bouchaud



Pas de répit pour la tech. L'apparente désinvolture du président de la Réserve fédérale face à la remontée des taux longs américains a accentué la pression sur Wall Street, et notamment sur les valeurs technologiques. Les Bourses américaines ont cédé du terrain ces derniers jours, en particulier le Nasdaq à forte coloration technologique. Il a chuté de plus de 8 % depuis son pic le 12 février. Il s'oriente vers sa troisième semaine de pertes d'affilée et sa performance depuis le début de l'année est désormais dans le rouge. La contre-performance des Gafam a largement contribué à ce trou d'air compte tenu de leur poids démesuré dans les indices américains.

La vulnérabilité de la tech s'explique par ses valorisations particulièrement élevées

Amazon et Facebook ont fait du surplace ces derniers mois, et s'affichent en recul d'environ 15 % par rapport à leur points hauts d'août dernier. Apple a chuté d'autant depuis fin janvier. Même Microsoft et Google, qui avaient continué à grimper en début d'année, ont marqué le pas récemment, avec des reculs respectifs de 6 % et de 1 %, depuis mi-février.

La vulnérabilité de la tech s'explique par ses valorisations particulièrement élevées. La faiblesse des taux d'intérêt a longtemps été mise en avant pour justifier la déconnexion entre le prix des actions et les fondamentaux économiques. Avec la remontée des taux longs – le rendement américain à 10 ans a franchi pour la première fois en plus d'un an le seuil des 1,6 % vendredi –, c'est un facteur clé de soutien aux marchés des actions qui disparaît.

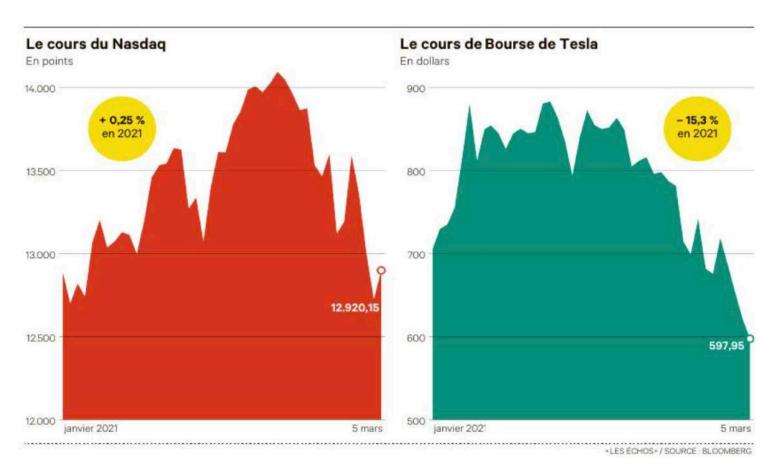
La menace pèse surtout sur les titres dont la valorisation se justifie par des hypothèses très optimistes sur le long terme, comme Tesla. Ray Dalio, le fondateur de Bridgewater, le plus grand hedge fund au monde, mettait récemment en garde face à ce qu'il estimait être une bulle des « technologies émergentes », « Cela représente environ 5 % des 1.000 plus grandes entreprises américaines, soit moitié moins qu'au pic de la bulle internet », avançait-il. Une bonne part des valeurs les plus innovantes, du digital à l'énergie verte en passant par les biotechs, est concernée.

Tesla a plongé de 33 %

Depuis la mi-janvier, c'est parmi ces titres que les chutes les plus violentes ont été enregistrées. Tesla a plongé de plus de 30 % en un peu plus d'un mois, effaçant 260 milliards de dollars de capitalisation. Ce qui a coûté à Elon Musk son titre d'homme le plus riche du monde, repassé entre les mains de Jeff Bezos. Mais le constructeur de véhicules électrique est loin d'être un cas isolé. Le spécialiste français de l'hydrogène McPhy, qui a signé la plus forte progression du SBF 120 l'an dernier, a cédé plus de 30 % depuis la mi-janvier. La place de marché virtuelle Wish a abandonné près de 45 % pour s'établir sous le prix de son introduction en Bourse. La chute dépasse même les 45 % sur

la période pour Plug Power, qui a récemment signé un partenariat avec Renault dans l'hydrogène.

Doit-on pour autant craindre l'éclatement d'une bulle sur les « technologies émergentes » ? Pas forcément, à en croire Peter Garnry de Saxo Bank: « A moins que les taux d'intérêt ne continuent à augmenter agressivement, nous pensons que le marché des actions et les "bubble stocks" vont se consolider et arrêter l'hémorragie. » Mais le danger n'est pas loin. Si les taux devaient monter jusqu'à 2%, « cela pourrait causer des ravages au sein des segments les plus spéculatifs du secteur technologique », prévient-il. Pour le moment, l'accès de faiblesse de la tech est resté largement confiné. Les Bourses européennes ont été relativement épargnées, leur faible exposition aux valeurs technologiques jouant pour une fois en leur faveur. Le CAC 40 a gagné près de 2 % au cours du mois passé, alors que le Nasdaq commele S&P500 sonten reculsur la période. ■



Le président de la Fed échoue à rassurer les marchés

Jerome Powell ne semble pas préoccupé par la remontée des taux. Il s'est montré réservé sur la nécessité d'une intervention supplémentaire de la Fed, jeudi soir. « Je serais inquiet si des conditions désordonnées sur les marchés, ou un resserrement persistant des conditions financières menaçaient la réalisation de nos objectifs », a-t-il expliqué. Quant aux craintes sur le grand retour de l'inflation, il les a balayées en estimant que tout rebond serait temporaire. « Cela a donné au marché le feu vert pour reprendre les ventes sur le marché obligataire américain », estime Lee Hardman de MUFG.

Sous l'ère Biden, le dollar retrouve un leadership mondial plus apaisé

- En hausse cette année, la monnaie américaine défie les prévisions des spécialistes du marché qui la voyaient reculer sous l'effet de la relance et des déficits.
- Les tensions sur les taux d'intérêt ont encore peu d'impact sur la première devise mondiale.

DEVISES

Nessim Aït-Kacimi



Après l'ère Trump de lutte contre le dollar fort, le nouveau président américain Joe Biden veut réconcilier les Américains et le reste du monde avec leur monnaie. Son message: la première monnaie mondiale n'est pas une devise impérialiste et oppressive, manipulée au bénéfice des intérêts américains. Après sa baisse de 7 % en 2020, le dollar progresse d'ailleurs de près de 1 % cette année.

La nouvelle secrétaire au Trésor. Janet Yellen, a laissé entendre que la nouvelle administration allait s'abstenird'utiliser le dollar pour sa diplomatie et sa guerre commerciale avec la Chine, sans pour autant céder à l'angélisme. En clair, les Etats-Unis réagiront aux dévaluations compétitives menées contre eux dans la « guerre des changes », mais ne feront pas de surenchère verbale comme le faisait Donald Trump. Les marchés ne vont plus subir d'avalanches de tweets sur le billet vert, ni de déclarations fracassantes génératrices de volatilité. Les Etats-Unis semblent vouloir instaurer une relation apaisée du reste du monde avec la première monnaie mondiale. C'est aux marchés de décider de sa valeur, et pour les analystes, il est encore trop cher. Les investisseurs parient sur sa baisse alors qu'ils sont positifs sur l'euro, particulièrement les hedge funds.

Attractivité des T-bonds

Le dollar est encore surévalué de 12% selon Robin Brooks, chef économiste de l'institut de la finance internationale (IIF), le lobby qui représente l'industrie financière au niveau international. Son leadership est sorti renforcé de la crise sanitaire et mondiale. Son statut de première devise mondiale induit une surévaluation presque structurelle du fait de l'attrait persistant de la dette d'Etat américaine auprès des investisseurs internationaux comme les banques centrales.

Les marchés se détourneront de ces valeurs refuge en cas de bonnes nouvelles significatives sur la croissance et l'emploi aux Etats-Unis. Ils verront alors dans la reprise de l'économie américaine un signe de bon augure pour l'économie mondiale, et seront incités à investir sur d'autres marchés (émergents, Europe...). Leurs ventes de T-Bonds limiteront le rebond du dollar, voire le feront baisser.

L'Amérique prend le large

« En septembre le consensus anticipait une croissance plus forte de la zone euro en 2021 qu'aux Etats-Unis, respectivement 5,7 % contre 3,7 %, , souligne Kit Juckes, responsable de la stratégie sur les changes chez Société Générale. Aujourd'hui c'est l'inverse, la croissance est anticipée à 4,9 % outre-Atlantique, 0,7 point audessus de celle de l'Europe. »

Ce renversement des perspectives de reprise favorise le dollar au détriment de l'euro et a conduit à une réduction des paris spéculatifs sur le repli du billet vert. « Il est encore trop tôt pour que la reprise cyclique de l'économie américaine favorise le dollar, estime Daragh Maher, responsable de la recherche sur les changes aux Etats-Unis de la banque HSBC. Le taux à 2 ans américain, qui a le plus d'influence sur le billet vert, a d'ailleurs peu réagi aux bonnes nouvelles sur la croissance américaine. Les perspectives de resserrement monétaire par la Réserve fédérale sont encore très lointaines et le marché des changes est donc peu influencé par les taux d'intérêt. »

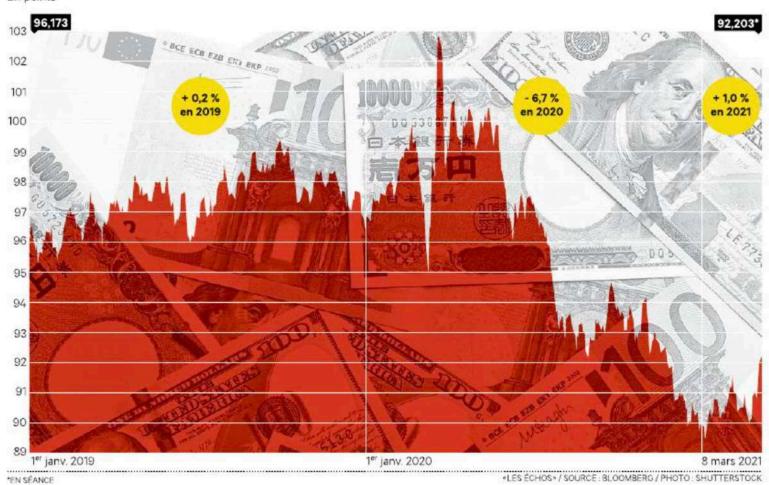


Le dollar et la loi du talion

« Donald Trump a imposé des tarifs douaniers pour réduire les importations américaines et diminuer le déficit commercial. Cette stratégie a échoué, estime Joseph Gagnon, économiste au Peterson Institute for International Economics. Une solution serait d'appliquer une loi du talion sur le marché des changes pour décourager les dévaluations compétitives au détriment des Etats-Unis. « Un pays qui achèterait des dollars contre sa monnaie pour favoriser sa compétitivité subirait une rétorsion immédiate de la part des Etats-Unis, propose l'économiste. Le fonds de stabilisation du Trésor achèterait la monnaie du pays pour la faire remonter et neutraliser son initiative. »

L'évolution de l'indice dollar

En points



Le CAC 40 efface la crise et revient au-dessus des 6.000 points

- L'indice phare de la Bourse de Paris est revenu à un niveau qu'il n'avait plus atteint depuis février 2020.
- A 6.033,76 points, il s'approche de son record historique.
- Les marchés sont euphoriques.

BOURSE

Bastien Bouchaud



Le CAC 40 a tourné la page de la crise. Il a franchi, jeudi, le seuil symbolique des 6.000 points. Il flirte désormais à nouveau avec les sommets atteints juste avant la crise du Covid-19: son pic de 6.111 points du 19 février 2020 n'est plus loin. Ce jeudi, il a clôturé en hausse de 0,72 % à 6.033,76 points. En tenant compte des dividendes réinvestis, il a même inscrit un nouveau record historique. L'indice parisien nage en pleine euphorie. Le contexte global est porteur pour les actions, entre des politiques monétaires toujours accommodantes et des plans de relance massifs. L'horizon s'est également éclairci sur le front sanitaire, Israël et le Royaume-Uni montrant la voie avec des campagnes de vaccination très avancées. Cerise sur le gâteau, la réouverture des économies, enfin en ligne de mire, pourrait voir les ménages dépenser une partie de la montagne d'épargne forcée accumulée durant la crise.

«La sortie définitive de la crise est en vue, souligne Régis Bégué de Lazard Frères Gestion. Les grandes valeurs du CAC 40 sont très liées à l'économie mondiale, elles vont profiter de la reprise de l'activité de la Chine aux Etats-Unis. » Signe des temps, l'OCDE a récemment révisé à la hausse ses prévisions de croissance, à 5,6 % en 2021 au niveau mondial.

Voyants au vert

Les uns après les autres, les voyants sont passés au vert pour le CAC. Les résultats de 2020 sont ressortis supérieurs aux attentes grâce à une reprise solide au second semestre. Rassurés par les commentaires confiants des dirigeants sur les perspectives de reprise, les analystes ont revuen hausse leurs prévisions pour cette année. Même la remontée des taux longs, à l'origine d'une plus forte volatilité sur les marchés mondiaux, a eu tendance à profiter à la Bourse de Paris.

Les valeurs de la « vieille économie » dominent en effet l'indice parisien et ces sociétés sont très sensibles aux perspectives de croissance. Après le luxe et la technologie en 2020, de nouveaux secteurs portent le CAC cette année : les banques, les matières premières, la construction ou encore l'automobile. C'est Saint-Gobain qui affiche la meilleure performance de l'indice depuis le début de l'année avec un bond de 30 %, devant la Société Générale (+28 %).

Après le luxe et la technologie en 2020, les banques, les matières premières, la construction ou encore l'automobile portent le CAC cette année.

« Les investisseurs vendent le Nasdaq pour acheter le CAC, s'amuse François Breton d'Edmond de Rothschild AM. Historiquement, les phases de reprise de l'activité sont particulièrement favorables à l'indice parisien. » Ce qui se vérifie depuis le début de l'année. Une fois n'est pas coutume, le CAC 40 caracole en tête des grandes bourses mondiales, battant les marchés américains comme les autres places européennes, avec un gain de plus de 8 % en 2021. A ce rythme-là, «ce n'est pas une question de si, mais de quand » le CAC 40 dépassera son plus haut niveau des dernières années, estime le gérant. D'autant que le potentiel de rebond

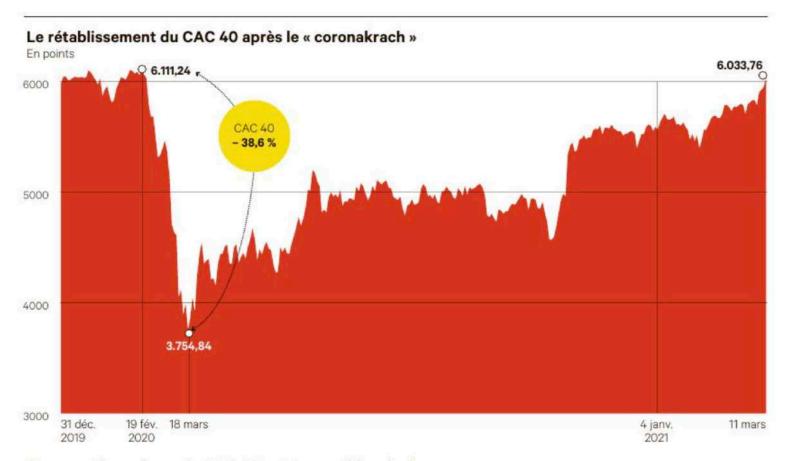
des valeurs de la « vieille économie » est encore loin d'être épuisé. Elles ont beaucoup souffert de la crise, mais en réalité « le Covid a amplifié une tendance préexistante », explique Régis Bégué.

Ces entreprises sont depuis de nombreuses années beaucoup moins bien valorisées en Bourse que les entreprises de la tech ou du luxe qui sont devenues les coqueluches des investisseurs. Mesurées via l'indice MSCI France « Value », elles accusent encore une sous-performance de 70 points sur cinq ans, malgré leur récent rattrapage.

Divergences immenses

Les divergences au sein du CAC luimême sont immenses. En dépit de son récent rebond, Renault accuse une chute de près de 60 % en Bourse depuis fin 2015. Même dynamique pour Société Générale, en recul de près de 50 % sur la période. En revanche, les cours de STMicroelectronics, Kering ou Teleperformance ont été multipliés par 4 ou plus.

La remontée des taux d'intérêt pourrait-elle remettre en cause la dynamique positive du CAC? Pour Gilles Guibout d'Axa IM, le risque est réel. « Les marchés actions se sont accoutumés à la baisse des taux ces dernières années. Avec leur remontée, on réintègre la notion de risque dans l'investissement financier », estimet-il. La récente correction a principalement touché les valeurs technologiques peu profitables, peu présentes en France, mais «le secteur du luxe pourrait se révéler vulnérable à une remise en question plus générale des valorisations », note-t-il. Alors qu'il représente plus d'un cinquième du CAC 40, un accès de faiblesse de ce secteur aurait toutes les chances d'entraîner l'indice dans sa chute.



Comment les valeurs du CAC 40 ont traversé la crise*





*Performance depuis début 2020 *LES ÉCHOS * / SOURCE : BLOOMBERG

Les places financières mondiales ballottées au gré des tensions sur les taux

- La remontée des taux s'est accélérée la semaine dernière.
- Les investisseurs s'inquiètent d'une surchauffe de l'économie américaine et d'un retour de l'inflation.

DETTE

Sophie Rolland

Sorolland @

La remontée des taux finira-t-elle par avoir raison de la hausse des Bourses mondiales? Le mouvement, entamé en août, et très net depuis début février, s'est accéléré la semaine dernière, portant le rendement des emprunts d'Etat américains à 10 ans au-dessus de 1,70 %, pour la première fois depuis janvier 2020. Le taux de référence a même dépassé 1,75 % en séance, jeudi, après une réunion de la Réserve fédérale, au cours de laquelle l'institution s'est montrée sereine face à l'inflation. Or les investisseurs, eux, sont bien plus inquiets.

A en croire la dernière enquête de Bank of America-Merrill Lynch, l'inflation est même devenue leur préoccupation principale, devant la pandémie. Le gigantesque plan de relance de Joe Biden leur fait redouter une surchauffe de l'économie. La remontée des taux, (autrement dit la baisse des cours) compense ainsi la hausse de l'inflation anticipée, qui menace de rogner les revenus fixes (coupons) des obligations. Certains tirent des conclusions encore plus radicales, c'est la fin d'une ère. Les marchés, soutenus par la baisse quasi continue des taux depuis les années 1980, sont entrés dans une période de tensions obligataires. Le Covid-19 aurait réalisé un « exploit », puisque cette tendance a résisté à toutes les crises depuis 40 ans, de LTCM à la bulle Internet, en passant par les subprimes.

« Un moment décisif »

L'indice de Barclays qui suit les bons du Trésor américain à long terme (dette à 10 ans et plus) a chuté de 22 % depuis son plus haut de mars 2022. A ce stade (baisse supérieure à 20 %) le marché obligataire américain serait donc entré dans une phase baissière. Entre septembre 1981 et mars 2020 il avait progressé de 4.562 %, calcule Bloomberg. « Nous sommes en train de vivre un moment décisif dans l'histoire du marché obligataire », a notamment tweeté Rick Rieder, le directeur des investissements obligataires de BlackRock.

Si cette vision est encore loin d'être consensuelle, les hésitations des Bourses mondiales la semaine dernière donnent une idée de la nervosité des investisseurs et des soubresauts qui devraient continuer à animer les séances, dans un contexte de remontée des taux. A Wall Street, le Nasdaq, qui est l'indice le plus sensible aux taux – la valorisation des valeurs « tech » est très sensible à l'actualisation de leurs revenus futurs –, s'est replié de 3 % dans le sillage de la Fed, jeudi, avant de se reprendre un peu en fin de semaine.

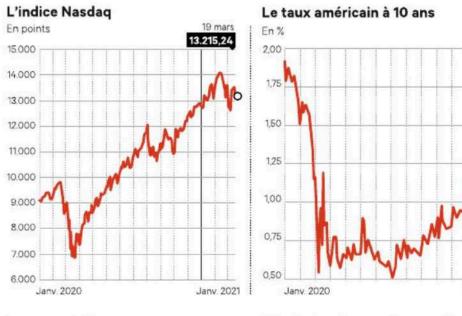
Mais les actions ne capitulent pas. Davantage tourné vers les secteurs plus traditionnels de l'économie, le Dow Jones a même battu un nouveau record historique, à plus de 33.000 points, mercredi. De même, avant l'accès de faiblesse de fin de semaine, les Places européennes avaient passé des caps. Le DAX allemand a franchi pour la première fois les 14.700 points. Et à Paris, le CAC 40 s'est maintenu au-dessus de 6.000 points une grande partie de la semaine avant de céder vendredi. Mais sur la semaine, il perd 0,80 %.

Surtout, l'enthousiasme des investisseurs pour les actions ne faiblit pas. Les fonds actions ont attiré un montant record de capitaux la semaine dernière (au 17 mars), selon Bank of America. En tout ils ont déjà drainé 347 milliards de dollars depuis le début de l'année. Si cet appétit se maintient, l'afflux net de capitaux vers les actions pourrait dépasser les 1.000 milliards de dollars en 2021, calculent les stratèges de marché de la banque. Le précédent record remonte à 2017, avec un afflux de 300 milliards de dollars vers les fonds actions.

La Fed teste les marchés actions

D'abord sereine face à la remontée des taux mercredi, la Réserve fédérale a annoncé qu'elle lèverait, dès le 31 mars, l'exemption accordée aux banques en matière de réserves obligatoires. Un dispositif de crise permettait aux banques d'exclure, entre autres, les bons du Trésor du calcul des actifs pour lequel elles doivent détenir des réserves. La fin de cette exemption imposera aux banques d'avoir un « coussin » de capitaux supplémentaires et risque de les inciter à se délester d'une partie de leurs Treasuries.





Janv. 2021

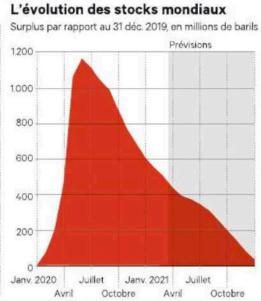


1,72

Janv. 2021

Le cours du brent En dollars par baril 75 70 65 60 55 50 45 40 35 30 25 20

Janv. 2020





«LES ÉCHOS» / SOURCES : BLOOMBERG, GOLDMAN SACHS / PHOTOS : AFP, SIPA,

BANQUES CENTRALES

La BCE va accélérer ses achats d'actifs face à la remontée des taux

- Confrontée au risque d'un durcissement prématuré des conditions de financement, la Banque centrale européenne va augmenter le rythme de ses achats d'obligations dans le cadre de son plan d'urgence.
- Mais sans se fixer d'objectif chiffré, et en se défendant de vouloir contrôler la courbe des taux.

BANQUE

Guillaume Benoit



C'est une question qui taraudait les investisseurs depuis trois semaines. La Banque centrale européenne allait-elle réagir - et comment ? - au mouvement de remontée des taux qui agite le marché des obligations d'Etat depuis la mi-février ? Malgré des interventions assez fortes de membres éminents de la BCE appelant à réagir vite pour stopper ce mouvement, qui pouvait mettre à mal la reprise en zone euro, la banque centrale avait eu tendance à réduire ses achats de dette souveraine. Provoquant une certaine incompréhension sur les marchés.

La réponse a été apportée, non pas au cours de la conférence de presse, comme attendu, mais dès le communiqué présentant les décisions de politique monétaire. Concernant le loyer de l'argent, la BCE a maintenu le statu quo. Mais elle a annoncé une évolution de son programme d'achats urgence pandémie (PEPP). « Sur la base d'une évaluation conjointe des conditions de financement et des perspectives d'inflation, le Conseil des gouverneurs prévoit que le rythme des achats au titre du PEPP sera augmenté de façon significative au cours du trimestre à venir par rapport aux premiers mois de l'année », a déclaré la BCE.

Une position saluée par les marchés. « Les rendements des obligations d'État ont baissé après l'annonce, les spreads (les écarts de taux d'emprunt entre Etats, NDLR) périphériques se sont légèrement resserrés, tandis que l'euro s'est stabilisé sous 1,20 dollar », constate Frederik Ducrozet chez Pictet, Impossible, en revanche, de savoir avec précision jusqu'où la banque centrale est prête à aller. « Est-ce que j'ai un chiffre en tête pour qualifier "significatif" ? La

réponse à cette question est "non" », a ainsi déclaré Christine Lagarde lors de la conférence de presse. Pour cette dernière, il s'agit de conserver toute la flexibilité nécessaire à la préservation des conditions de financement favorables. Une notion qui reste relativement floue.

Les paris sont donc ouverts. « Les achats hebdomadaires du PEPP s'élèvent en moyenne à 13,6 milliards d'euros depuis le début de l'année. Nous nous attendons donc à ce que ce rythme augmente pour atteindre plus de 20 milliards d'euros en moyenne au cours du prochain trimestre ». envisage Fredrik Ducrozet. D'ores et déjà, Christine Lagarde a averti qu'il faudrait attendre un peu avant de voir les achats hebdomadaires progresser, notamment parce que cette accélération vient tout juste de commencer.

Inflation en hausse

A ce rythme, l'envergure du PEPP qui a déjà été augmentée deux fois depuis sa création, il y a presque un an, en pleine crise du Covid, pour atteindre 1.850 milliards d'euros -, devrait permettre au programme de durer jusqu'en mars 2022. « Mais la BCE prévoit probablement de faire plus, et on dirait bien que l'enveloppe du programme va de nouveau devoir grossir », envisage Stéphane Déo, chez Ostrum AM. Par ailleurs, la présidente de la BCE s'est défendue devouloir mettre en place une politique de contrôle de la courbe des taux. Une dénégation qui n'a pas vraiment convaincu les spécialistes de la banque centrale.

L'évolution de l'action de la banque centrale dépendra aussi de celle des conditions économiques. Même si elle souligne les progrès liés à la vaccination, l'institution de Francfort maintient ses prévisions de croissance à des niveaux proches de ses estimations de décembre. Le PIB de la zone euro devraitainsi progresser de 4 % cette année et de 4,1 % l'an

prochain. La BCE a, en revanche, revu à la hausse ses anticipations d'inflation, qui devrait atteindre 1,5 % en 2021. « L'inflation est remontée ces derniers mois, principalement en raison de facteurs temporaires et d'une accélération de l'inflation des prix de l'énergie », a tenu à préciser Christine Lagarde.

Mais cette hausse des prix pourrait la mettre dans une situation délicate. « La BCE doit trouver un équilibre délicat entre la prévention des pressions inflationnistes et le soutien aux gouvernements endettés, avertit Nicolas Forest, chez Candriam. Il ne fait aucun doute que le marché testera la capacité de réaction de la BCE et sa capacité à éviter un effondrement des obligations. » -



La Fed face à la reprise de l'économie et à la hausse de l'inflation

- A l'issue de la réunion de politique monétaire, la Fed devrait laisser ses taux inchangés.
- Mais la question sera de savoir quand elle envisage une remontée des taux.
- Le contexte s'est en effet nettement amélioré ces dernières semaines.

BANQUE CENTRALE

Nicolas Rauline

mnrauline

-Bureau de New York

L'optimisme est de rigueur aux Etats-Unis. Alors que tous les adultes américains pourraient être vaccinés d'ici à la fin du mois de mai, que le plan de relance de Joe Biden va permettre de soutenir le pouvoir d'achat et que le pays rouvre progressivement, les perspectives économiques sont de nouveau dégagées. La Réserve fédérale, qui conclut ce mercredi sa réunion de politique monétaire et publie ses prévisions économiques, ne devrait pas manquer de relever cette amélioration.

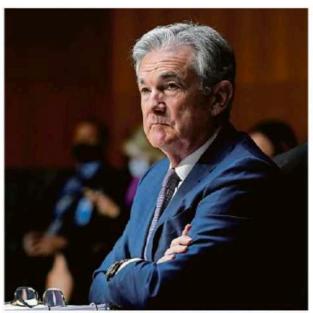
Mais, au vu du choc sans précédent et des incertitudes qui demeurent (notamment sur l'impact des variants), la prudence devrait être de mise. Et une remontée des taux apparaît encore improbable dans l'immédiat. Ces dernières semaines, Jerome Powell a répété qu'il attendrait un retour au plein-emploi et une inflation durablement autour des 2 % pour bouger sur le front des taux d'intérêt.

Les prévisions économiques de la Fed devraient montrer un rebond supérieur à ce qui était anticipé en décembre, lors des derniè-

res projections, en particulier sur le marché du travail et l'inflation. Il y a trois mois, les économistes de la Fed misaient sur une croissance de 4.2 % en 2021 et une inflation de 1,8 %. Le taux de chômage devrait, lui, repasser sous la barre des 5 % au quatrième trimestre, sous son niveau actuel (6,2 %), mais au-dessus de ce qu'il était avant la crise. Et surtout, au-dessus du niveau généralement accepté pour une politique moins accommodante. Les économistes interrogés en mars par le « Wall Street Journal » parient désormais sur une croissance annuelle de 6 %.

Pari réussi

La Fed devrait prendre en compte l'étendue du plan de relance de Joe Biden, voté et signé il y a dix jours, alors qu'il n'était qu'une hypothèse il y a encore quelques semaines. Le nouveau président américain a réussi son pari d'agir vite, même s'il a dû faire quelques concessions, comme renoncer à la hausse du salaire minimum fédéral. D'un montant de 1.900 milliards de dollars, ce plan implique notamment l'envoi à tous les Américains gagnant moins de 75.000 dollars par an d'un chèque de 1.400 dollars. « Des vaccins dans le bras, de l'argent dans la poche, c'est ce qui est le plus important », a lancé Joe Biden lundi.



Jerome Powell devrait maintenir le cap de la politique monétaire de la Fed, mais les observateurs scruteront les projections économiques. Photo Susan Walsh/Pool via Reuters

Les observateurs scruteront avec intérêt les projections de la Fed sur l'évolution des taux. En décembre, 12 des 17 membres du comité de politique monétaire anticipaient des taux proches de zéro jusqu'en 2023. La situation pourrait évoluer et les marchés prévoient désormais un relèvement des taux à moyen terme, peut-être dès le deuxième trimestre de 2022, surtout si l'inflation confirme son retour. Les économistes pensent que cela pourrait être le cas si les entreprises, durement touchées par la crise, ne peuvent répondre à

Les marchés prévoient désormais un relèvement des taux à moyen terme, peut-être dès le deuxième trimestre de 2022.

la demande des consommateurs, dont le pouvoir d'achat a mieux résisté que prévu. Sur ce point, la Fed se veut toutefois rassurante. Enfin, se pose la question de

l'intervention sur les marchés. Plusieurs signes ont inquiété les investisseurs ces dernières semaines. En fin de semaine dernière, le taux de rendement des bons du Trésor à 10 ans a atteint son plus haut niveau depuis février 2020, avant la crise. Dans une situation similaire, la Banque centrale européenne a annoncé qu'elle accélérerait ses achats de titres, via le programme d'achat d'urgence pandémie (PEPP).

La Fed, elle, a annoncé la fin de plusieurs programmes de facilités de financement lancés il y a près d'un an mais, pour l'instant, elle continue son programme de rachat d'actifs. Alors que les rendements ont légèrement reculé en ce début de semaine, elle pourrait observer un statu quo en la matière.

La BCE très attendue face à la hausse des taux

BANQUE CENTRALE

Jeudi se tiendra une réunion de politique monétaire dans un contexte très tendu.

Le violent mouvement de hausse des taux enregistré ces derniers jours met la Banque centrale européenne sous pression.

Guillaume Benoit



C'est peu dire que les déclarations de Christine Lagarde sont très attendues par les marchés. La présidente de la Banque centrale européenne (BCE) prendra la parole, jeudi, lors de la traditionnelle conférence de presse qui suit la réunion du Conseil des gouverneurs. Cette fois-ci, l'exercice se tiendra dans un contexte très particulier. Celui d'un mouvement brutal de hausse des taux, il y a dix jours, qui a même vu le rendement des obligations françaises à 10 ans repasser brièvement au-dessus de 0 %.

« Le niveau de nervosité est toujours palpable sur le marché obligataire européen. Pour preuve, la nouvelle envolée du 10 ans allemand qui a bondi de près de 6,5 points de base pour atteindre –0,29 % », témoigne Cyril Regnat chez Natixis. Avant d'avertir : « Il faudra que la BCE envoie un message fort aux marchés, sans ambiguïté, et indiquant que cette hausse des taux est prématurée. Dans le cas contraire, le 10 ans allemand pourrait revenir en territoire positif. »

Surprise de l'inflation

Chaque mot de Christine Lagarde sera donc pesé. D'autant qu'à cette occasion, la Française présentera les nouvelles prévisions économiques de la BCE. Sur le plan de la croissance, peu de changements sont attendus par rapport aux précédentes statistiques publiées en janvier. Mais ce n'est pas le cas pour l'augmentation des prix. « C'est un fait, l'accélération de l'inflation a pris de court la BCE et rend son scénario on ne peut plus bancal, signale l'économiste Véronique Riches-Flores. Les anticipations du mois de décembre prévoyaient une hausse de l'inflation à 0,3 % pour le 1er trimestre, cela est compromis avec un résultat de 0,9% en janvier et en février, vraisemblablement suivi d'un mois de mars dopé aux effets de base. »

De quoi accentuer la pression haussière sur les taux. « Même si la BCE mettra certainement en avant le côté temporaire de cette hausse des prix, il est probable que les marchés aient une lecture différente », estime Cyril Regnat. En toute logique, la banque centrale devrait annoncer un renforcement de son action, jeudi. Dès ce lundi, les yeux seront tournés sur les chiffres hebdomadaires des achats réalisés dans le cadre du programme d'urgence (PEPP) de la BCE. Ils montreront si, oui ou non, l'institution de Francfort a décidé d'intensifier le rythme de ses interventions sur le marché pour calmer l'emballement des rendements d'Etat européens.

Besoin d'action

Il s'agirait d'un bon premier indice sur la volonté d'agir de la BCE. Mais ce sera loin d'être suffisant. « La banque centrale semble penser que ses interventions verbales sont suffisamment efficaces, mais nous pensons qu'il est maintenant temps d'agir », réclament les stratégistes de Société Générale. Elle en a les moyens. Il reste encore près de 1.000 milliards d'euros dans l'enveloppe du PEPP. Mais cette urgence ne semble pas partagée par tous les membres du Conseil des gouverneurs.

Du coté des partisans d'une action rapide, on compte François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France, qui a estimé que la BCE « pouvait et devait réagir » et a appelé à « utiliser toute la flexibilité du PEPP », ou Fabio Panetta, membre du directoire de la BCE, pour qui « il faut résister » à la récente hausse des taux, qu'il juge « indésirable ». Tout comme le gouverneur de la Banque d'Espagne, Pablo Hernandez de Cos, qui a mis en garde contre une hausse des taux injustifiée par rapport aux anticipations d'inflation, et qui mettrait en péril la reprise en zone euro.

Les membres de la BCE semblent divisés sur la réponse à apporter.

Mais de leur côté, le vice-président de la banque centrale, Luis de Guindos, et le patron de la Bundesbank, Jens Weidmann, temporisent. Si ce dernier ne s'oppose pas à l'idée d'une éventuelle intervention, il estime que « la vigueur du mouvement [de hausse des taux] n'est pas telle qu'elle constitue un événement particulièrement inquiétant ».

Difficile de voir, dans cette opposition, quelle sera la stratégie adoptée par l'institution de Francfort. Une baisse des taux? Une extension du PEPP? Une simple hausse du rythme d'achats? En tout cas, satisfaire à la fois la recherche du consensus si chère à Christine Lagarde et les attentes des marchés semble cette fois-ci mission impossible.



Christine Lagarde, présidente de la Banque centrale européenne, va devoir envoyer un message clair aux marchés pour éviter une hausse trop violente des taux. Photo Alex Kraus/Bloomberg

ENTREPR SES

Bercy et l'industrie financière mobilisent 20 milliards d'euros pour les PME et ETI

- Ce dispositif, conçu avec les banques, les assureurs et les fonds, vient renforcer les fonds propres des entreprises.
- Il doit permettre d'injecter 20 milliards dans l'économie française via des prêts participatifs et des obligations subordonnées.
- La Commission européenne vient de donner son feu vert.

FINANCEMENT

Service finance

Après l'urgence, la relance. Un an après le lancement des prêts garantis par l'Etat (PGE), qui ont secouru la trésorerie des entreprises frappées par les effets économiques de la crise sanitaire, l'Etat et la place financière française ont donné le coup d'envoi ce jeudi à un nouveau dispositif de soutien de 20 milliards d'euros, qui inclut des prêts participatifs et des obligations subordonnées. Ces nouveaux outils, sur lesquels les banques, les assureurs, les fonds d'investissement et Bercy planchent depuis plus de neuf mois, doivent permettre aux entreprises de muscler leurs fonds propres, fragilisés par la crise, et leur donner ainsi les moyens d'investir.

Sur les 20 milliards d'euros distribués, l'Etat apportera une garantie de 30 %, soit plus de 6 milliards.

« Le maître mot de l'année 2021 doit être l'investissement, a déclaré le ministre des Finances Bruno Le Maire, lors d'une conférence. Les prêts participatifs vont permettre à une entreprise qui hésite encore d'investir et de contribuer à la création d'emplois ».

Sans effet sur la gouvernance

Sur les 20 milliards d'euros distribués, l'Etat apportera une garantie de 30 %, soit plus de 6 milliards. Cette enveloppe inclut les prêts participatifs avec soutien de l'Etat (PPSE), distribués par les banques à hauteur de 14 milliards d'euros, et des obligations subordonnées, distribuées par les sociétés de gestion à hauteur de 6 milliards. Elle s'ajoute aux 130 milliards d'euros de PGE accordés depuis un an.

Ces prêts d'une durée de huit ans seront comptabilisés en quasifonds propres. Mais, contrairement à des injections de capital, ils ont l'avantage pour les PME familiales de ne pas modifier l'actionnariat et d'être donc sans effet sur leur gouvernance. « C'est un outil que l'on va regarder très sérieusement », a déclaré Sylvie Bernard-Grandjean, directrice générale de Redex, une PME qui fournit des composants de machine-outil.

Cumul possible avec les PGE

La CPME, qui a participé aux discussions, a salué la création d'un « dispositif adapté aux PME qui souhaitent investir et préparer dès à présent l'après-Covid ». Côté Medef, on se satisfait également du lancement de ces nouveaux outils. « Cela demandera néanmoins une certaine maturité financière de la part des entreprises », tempère Patrick Martin, président délégué du Medef. Les entreprises qui ont déjà souscrit des prêts garantis pourront avoir accès à ce nouveau dispositif. Le montant emprunté sera toutefois plafonné en fonction des sommes déjà obtenues. Ce cumul entre les PPSE et les PGE faisait partie des points de blocage dans la dernière ligne droite des négociations avec la Commission européenne, très regardante sur les aides d'Etat. Bruxelles a finalement validé in extremis, jeudi matin, ce nouveau dispositif.

Un fonds à créer

A l'instar des PGE, les banques, qui porteront 10 % des risques sur leur bilan, seront à la manœuvre pour distribuer ces prêts, qui pourraient être accordés « à près de 10.000 entreprises », selon Philippe Brassac, le président de la Fédération bancaire française (FBF). « Le dispositif fait intervenir l'épargne des

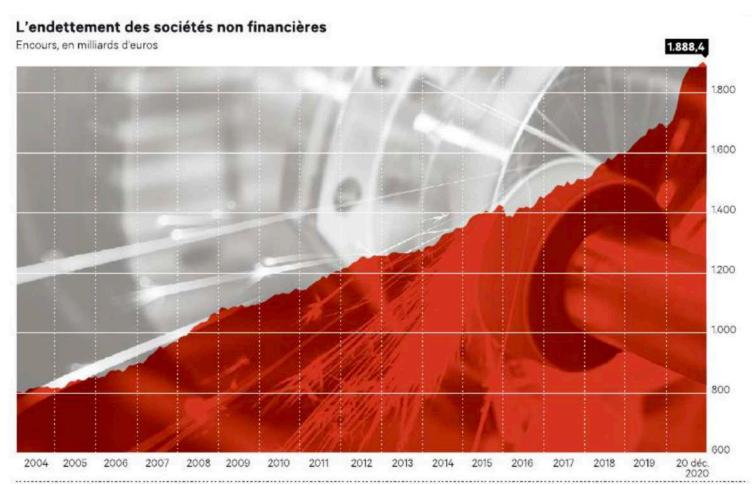
Français, qui contribuera à la relance à travers leurs placements dans des contrats d'assurance-vie en euros », a déclaré Thierry Laborde, directeur général adjoint de BNP Paribas.

Le taux d'intérêt sera compris entre 4 et 5.5 % selon la taille de l'entreprise (contre environ 2 % pour un PGE), dont 0,9 à 1,8% pour la garantie, et la tarification appliquée banque par banque. Autrement dit, ces dernières se feront concurrence. Pour les obligations subordonnées, baptisées « obligations relance », distribuées par les fonds d'investissement, le taux sera de 5 % pour les PME à 6 % pour les ETI, indique France Invest, où une centaine de fonds ont manifesté un intérêt pour distribuer le produit. Les réseaux bancaires ont commencé à former les conseillers sur le produit. Certaines banques en ont déjà parlé à leurs clients et pourraient accorder les premiers prêts courant avril, un timing jugé serré toutefois par certains.

Avant cela, il reste néanmoins à mettre sur pied et surtout à abonder le fonds qui viendra financer ces quasi-fonds propres. Les assureurs seront particulièrement mis à contribution, car ils sont « les plus en capacité de mobiliser rapidement les montants envisagés », rappelle Bercy. Un appel d'offres va être lancé pour déterminer qui sera en charge de la gestion de ce fonds.

Plus sélectif que le PGE

Le dispositif des prêts participatifs promet d'être plus sélectif que celui des PGE. Les entreprises devront être viables, avec une note de crédit satisfaisante. Elles devront également afficher un chiffre d'affaires minimum de 2 millions d'euros. Le montant des prêts pourra atteindre 12,5 % du chiffre d'affaires pour une PME, 8,4 % pour une ETI. Ce sera un peu moins pour les entreprises ayant déjà saturé leur part de prêt garanti par l'Etat (respectivement 10 % et 5 %). D'une durée de huit ans, ces prêts commenceront à être remboursés au bout de quatre ans seulement. Leur coût sera en revanche plus élevé qu'un crédit classique : le taux d'intérêt se situera entre 4 % et 5,5 %.



«LES ÉCHOS» / SOURCE : BANQUE DE FRANCE / PHOTO : SHUTTERSTOCK

Renault muscle son arsenal commercial

AUTOMOBILE

Location avec option d'achat résiliable sans frais au bout de six mois, parcours client possible 100 % en ligne...

Le constructeur s'appuie sur sa filiale de financement RCI Bank and Services pour conquérir de nouveaux clients.

Plongé dans une opération de redressement encore incertaine, Renault peut heureusement compter sur la solidité de sa filiale bancaire, RCI Bank and Services. Malgré la dégringolade des ventes l'an dernier, la société, spécialisée dans le financement, est demeurée un îlot de profitabilité en 2020. Et elle compte bien apporter sa pierre à l'embellie espérée dans les mois à venir avec ses nouvelles offres, dont la possibilité d'acheter une voiture neuve 100 % en ligne.

Quasi-centenaire (il a été créé en 1924), l'ex-DIAC occupe une place déterminante dans la politique commerciale du groupe. L'an dernier, RCI est intervenu dans pas moins de 49 % des immatriculations de véhicules Renault et Dacia dans les 38 pays où il est implanté. En comptant les marques du groupe Nissan, plus de 1,5 million de dossiers ont été financés, pour des clients privés, des entreprises ou des concessionnaires. La banque a vendu 1,8 service en moyenne (assurance, entretien...) pour chaque dossier. De quoi générer au total un 1 milliard d'euros de résultats avant impôt.

Des offres plus flexibles

Pour garder ce tempo en 2021, João Leandro, le directeur général, veut coller aux demandes du marché, avec notamment de nouvelles offres de LOA (location avec option d'achat). En quelques années, ce type de financement s'est imposé comme le modèle dominant sur le marché des voitures neuves : il représentait l'an dernier 72 % des financements accordés en France par RCI, soit 15 points de plus qu'en 2016.

« Les clients, notamment les jeunes, souhaitent de plus en plus de flexibilité», explique aux « Echos » João Leandro. « Nous allons y répondre en proposant à partir du 11 mars, sur certains modèles, des LOA ou des LLD [location de longue durée, NDLR] qu'il sera possi« Pour l'avenir, nous croyons à un modèle où le client pourra commencer son parcours en ligne et le finir en concession, ou bien l'inverse. »

JOÃO LEANDRO Directeur général de RCI

ble d'interrompre sans frais au bout de six mois. »

RCI a également mis en place une offre spécifique pour l'achat d'une voiture électrique. La plupart des clients sont persuadés des vertus du lithium ion pour les déplacements quotidiens. Mais ils sont beaucoup moins convaincus sur les trajets longs, du fait de l'autonomie encore limitée des batteries et de réseaux de recharge balbutiants. Pour vaincre ces appréhensions, RCI propose, pour un supplément del0 à 20 euros par mois, la mise à disposition d'un véhicule thermique 30 à 50 jours

dans l'année, de quoi partir l'esprit tranquille en vacances.

« Au dernier trimestre, 30 % de nos clients dans l'électrique ont choisi cette option, se félicite João Leandro. Et plus de la moitié nous ont dit qu'elle avait été décisive pour leur achat. » La version électrique de la Twingo est désormais, elle aussi, éligible à ce type de contrat.

Dernière nouveauté, mais non des moindres: le Losange propose depuis février l'achat de voitures neuves sur Internet. Après avoir laissé PSA jouer les éclaireurs dans ce domaine au printemps 2020, Renault propose lui aussi un parcours client 100 % en ligne (y compris le financement) sur tous les modèles en stock, Renault et Dacia, avec livraison en option au domicile du client.

« S'il y avait encore des doutes sur l'intérêt d'un tel service, l'année 2020 les a balayés », explique João Leandro. Le dirigeant pense toute-fois que les ventes réalisées en ligne de A à Z resteront rares : « La majorité des clients souhaitent essayer la voiture avant d'acheter. Pour l'avenir, nous croyons donc à un modèle où le client pourra commencer son parcours en ligne et le finir en concession, ou bien l'inverse. » Une transition qu'il faudra négocier au mieux avec le réseau de distributeurs.

-L.S

Renault va produire des voitures pour Mitsubishi en Europe

AUTOMOBILE

Le petit partenaire de l'Alliance Renault-Nissan-Mitsubishi a annoncé qu'il produirait deux voitures, dans des usines européennes du Losange.

Une réelle avancée pour l'Alliance et un revirement stratégique pour Mitsubishi.

Anne Feitz

Jean-Dominique Senard, qui préside l'Alliance Renault-Nissan-Mitsubishi, ainsi que Luca de Meo, qui dirige Renault depuis juillet dernier, doivent sabrer le champagne. Après la grave crise ayant agité le partenariat entre les trois constructeurs à la suite de l'arrestation de Carlos Ghosn, voici enfin venu le temps des annonces concrètes tant espérées.

Mitsubishi va produire des voitures dans des usines de Renault en Europe, a annoncé mercredi le plus petit des membres de l'Alliance. « Nous allons nous appuyer sur des plateformes de l'Alliance pour compléter notre gamme en Europe », explique un porte-parole du constructeur nippon. Mitsubishi prévoit d'adapter deux voitures de marque Renault à sa propre marque, qu'il commercialisera sur le Vieux Continentà compter de 2023. Le groupe ne précise pas quels modèles sont concernés, indiquant simplement que ce seront des « best sellers européens » de la marque au losange, « qui répondent déjà aux exigences réglementaires ».

Discussions longues et compliquées

Il pourrait donc s'agir de versions dérivées de la Clio et du Captur, dont les ventes européennes atteignent plusieurs centaines de milliers d'unités (246.000 pour Clio et 177.000 pour Captur en 2020). De quoi soutenir les volumes, et donc la productivité, des usines de



Après avoir décidé en juillet d'abandonner les lancements prévus sur le Vieux Continent, Mitsubishi avait déjà infléchi sa stratégie sur l'Eclipse Cross. Photo Mitsubishi

Bursa, en Turquie, de Novo Mesto, en Slovénie, et de Valladolid, en Espagne, où ces deux modèles sont aujourd'hui assemblés.

Pour l'Alliance, et en particulier pour Renault, il s'agit d'une réelle avancée. Les discussions ont été longues et compliquées. Partant du principe que les voitures seraient produites dans les usines tricolores du Losange, un article du « Financial Times » évoquait dès le 23 février (avant la décision finale) les inquiétudes de certains «cadres» de Mitsubishi, rappelait la présence de l'Etat français au capital de Renault (15 %), ainsi que le précédent Nissan, dont le transfert de la Micra dans l'usine de Renaultà Flins (Yvelines) n'a pas franchement été un succès. Des arguments qui tombent finalement à plat, puisque les voitures ne seront certainement pas produites en France.

Jusqu'à présent, mis à part la Nis-

san Micra à Flins (qui ne sera pas renouvelée), de tels accords de production croisés entre membres de l'Alliance ne concernaient que des véhicules utilitaires. Renault produit un van pour Mitsubishi dans son usine de Sandouville, sur la base du Renault Trafic, ainsi que des fourgons pour le compte de Nissan à Maubeuge, Sandouville et Batilly.

Restaurer la rentabilité

Cette annonce marque aussi un revirement de stratégie chez Mitsubishi, qui avait annoncé en juillet dernier qu'il ne développerait plus de nouveaux vé hicules pour l'Europe, tout en y conservant un réseau, notamment pour le service après-vente.

Concentré comme ses partenaires sur la restauration de sa rentabilité, le constructeur nippon avait indiqué dans le cadre de son plan stratégique « Small but beautiful » sa volonté de se recentrer sur l'Asie du Sud-Est. Les lancements prévus en Europe (le nouveau SUV hybride rechargeable Outlander PHEV, son best-seller sur le Vieux Continent, et le SUV compact Eclipse Cross, en version hybride rechargeable) avaient alors été abandonnés.

Mitsubishi avait déjà revu sa position sur l'Eclipse Cross, en cours de lancement. « La voiture avait déjà été développée », explique le porte-parole de la marque. Le lancement de deux nouvelles voitures particulières en 2023 marque une nouvelle inflexion. « L'utilisation de plateformes de Renault permet de réduire considérablement les coûts », insiste-t-il. Reste à voir quels volumes de ventes elles généreront. Sur son dernier exercice (clos fin mars 2020), Mitsubishi a vendu 171.000 véhicules en Europe, soit 14 % de ses ventes mondiales.

CR ÉDIT & IMMOBILIER

INDICES DES PRIX IMMOBILIERS (IPI)



L'indice des prix de l'immobilier Meilleurs Agents - « Les Echos »

IPI, 1" mars 2021	Progression (en %)				Indice,
	10 ans	5 ans	Depuis le 1er janv. 2021	1 mois	en points
Paris (10.318 €/m²)	+ 24,4	+ 30,4	- 0,8	- 0,3	160,4
10 grandes villes (10 GV)	+ 26,6	+ 28,9	- 0,5	- 0,3	132,7
50 grandes villes (50 GV)	+ 14	+ 20,9	- 0,2	- 0,1	115,9
Zones rurales	- 8,7	+ 3,3	+ 0,5	+ 0,3	88,5
France	+ 7,5	+ 13,3	+ 0,2	+ 0,1	109,9

Indices des prix de l'immobilier résidentiel ancien en base 100 au 1° janvier 2008. Les IPI 10 GV et 50 GV regroupent respectivement. Les 10 plus grandes villes de France et les 50 plus grandes villes de France hors Paris. Les IPI Paris, 10 GV et 50 GV ciblent les appartements. L'IPI France regroupe appartements et maisons. L'IPI rural est calculé sur les prix des maisons.

«LES ÉCHOS» / SOURCE: INDICE MEILLEURS AGENTS - «LES ÉCHOS»

La ruée vers les maisons

Crise sanitaire et (re)confinements ont accentué l'appétit déjà prononcé des Français pour devenir propriétaire d'une maison avec jardin. En Ile-deFrance, observent les notaires du Grand Paris, le marché de la maison francilienne, principalement en grande couronne, a progressé de 8 % en nombre de ventes au dernier trimestre 2020 par rapport à la même période de 2019. Conséquence de cet engouement, les prix ont continué à grimper pour atteindre 7 % de hausse en un an. Au vu des avant-contrats, les prix devraient toutefois un peu fléchir pour s'établir à un prix moyen de vente de 334,400 euros en avril 2021.

Immobilier : le moral des Français remonte

Un an après le premier confinement, une étude d'Artémis courtage réalisée par OpinionWay a sondé les projets d'achat immobilier des ménages.

Après douze mois de bataille contre le coronavirus et plusieurs (re) confinements, l'immobilier d'habitation tricolore reste solide. « L'envie et la confiance des Français dans la pierre résistent relativement bien à cette crise et malgré ces mois difficiles, se réjouissent les auteurs d'une étude d'Artémis courtage réalisée en mars par OpinionWay qui sondent les projets d'achat immobilier des ménages *. Cette quatrième vague d'un baromètre initié en 2020 (avril, juin et novembre) montre que la tendance révélée en novembre se confirme : les Français continuent de se projeter dans leurs projets immobiliers. Le sondage a été mené dans le contexte de la vaccination mais avant l'annonce des nouvelles mesures de restrictions mises en place sur un tiers du territoire national.

Le marché immobilier résidentiel donne pourtant des signes d'essoufflement. Après avoir globalement tenu le choc l'an dernier, tant en volumes qu'en prix et en matière de distribution du crédit, il a un peu décéléré depuis le début d'année. Les acheteurs se montrent plus attentistes, inquiets de l'évolution de la crise sanitaire. Les grandes villes ont ainsi subi un recentrage de la demande, Paris en tête. Et leur prix ont commencé, pour certaines, à baisser de façon significative.

Fuite vers la campagne

Mais, révèle le baromètre d'Artémis courtage, rien ne semble vraiment entamer l'appétit des Français pour l'accession à la propriété. « Les réflexions d'achat immobilier sont toujours présentes et s'amplifient même, souligne Frédéric Micheau, directeur des études d'opinion d'OpinionWay. Ce n'est pas que conjoncturel mais correspond à une aspiration profonde des Français. »

Globalement, d'après l'enquête, la part des ménages ayant fait ou faisant avancer leur projet immobilier depuis mai 2020, date de la fin du premier confinement, dépasse celle des Français qui le reportent ou y renoncent. L'écart est de 1 ou 3 points selon le type de projets (résidence principale, achats locatifs, résidence secondaire). « Il y a une résistance de la part des Français en matière de projets immobiliers, appuie Frédéric Micheau, portés par ceux qui s'y intéressent le plus, la population des 25-34 ans.»

Quant aux reports et annulations (14 % de la population interrogée), précise Ludovic Huzieux, co-fondateur d'Artémis courtage, « ils sont principalement motivés par l'attentisme et la prudence, concernant notamment l'évolution des prix de l'immobilier. »

Si l'on s'intéresse à la nature des projets eux-mêmes, l'étude montre une hausse des intentions d'achats de la résidence principale (19 % soit + 3 points en trois mois versus le baromètre de novembre), mais aussi de la résidence secondaire. Pour ce segment, l'effet Covid-19 est manifeste. Les intentions d'acquisitions ont progressé de 7 points depuis novembre pour les provinciaux et de 6 points pour les habitants de métropoles de plus de 100.000 habitants. « Les confinements successifs et les restrictions imposées depuis un an suscitent logiquement des envies d'espace chez ces publics vivant globalement dans des logements plus étroits et des zones plus denses », analyse Artémis courtage.

D'ailleurs le sondage conforte une tendance accentuée par la pandémie : l'envie d'un habitat plus vert et plus spacieux. Ainsi, la proportion des Français réfléchissant à devenir propriétaires de logements avec des espaces extérieurs ou situés dans des environnements privilégiés comme la mer ou la montagne augmente. Sans surprise, sous le double impact probable du télétravail et du niveau de vie, la « fuite vers la nature et la campagne » est davantage partagée par les cadres et les professions intellectuelles supérieures, en particulier ceux vivant dans l'agglomération parisienne. Leur poids est de 21 % soit deux fois plus que la moyenne des Français sondés.